

Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

Le rédacteur en chef d'Inf'OGM interrogé par les gendarmes !

Par Frédéric JACQUEMART

Publié le 02/11/2011

La démocratie impose au minimum que le gouvernement, la justice et l'information soient indépendants les uns des autres. Pour que l'information soit aussi complète et pertinente que possible, les sources des journalistes doivent impérativement être protégées des regards des deux autres institutions, faute de quoi ces sources, bien sûr, seraient taries.

Alors même qu'un peu partout dans le monde, une exigence pour un renouveau démocratique réel s'exprime, on assiste, en France, à un grignotage progressif, mais hautement significatif, des droits fondamentaux à l'information.

Qu'il s'agisse des « fadettes » de l'affaire Bettencourt ou de l'enquête sur les meurtres dans le milieu marseillais, ou des autres violations récentes du secret professionnel des journalistes, notamment du journal Le Monde, le non respect de la protection des sources, pourtant assurée par la loi, devient pratique courante. Le Monde cite M. Dallot, procureur de Marseille, qui, pour se défendre, a déclaré : « J'ai agi en conformité avec la loi, qui autorise la saisie de facturations téléphoniques dans certains cas bien précis, par exemple lors des affaires de criminalité organisée » [1]. Apparemment, le fauchage d'une parcelle OGM serait assimilable à un crime organisé. C'est en effet pour avoir cité les propos d'un faucheur volontaire dans le cadre d'un article sur la destruction d'une parcelle de tournesols mutés tolérants à un herbicide [2] que Christophe Noisette, le rédacteur en chef d'Inf'OGM, a été interrogé, apparemment sur ordre du parquet, par la gendarmerie, pour connaître ses « sources ».

Certes, les pressions pour les révéler sont restées « courtoises », selon le compte-rendu de Christophe et il n'y a pas eu de mise en garde à vue ; le préjudice s'est limité aux désagréments de la situation et à une perte d'une demi-journée de travail pour Inf'OGM. Mais c'est en laissant se banaliser des pratiques contraires aux principes même de la démocratie, que celle-ci, peu à peu, se désagrège. A force, il sera trop tard pour réagir.

[1] Le Monde 23-24 octobre 2011 page 10

[2] FRANCE - Les Faucheurs revendiquent la « neutralisation » d'une parcelle de tournesols mutés

Adresse de cet article : https://infogm.org/le-redacteur-en-chef-dinfogm-interroge-par-lesgendarmes/